

DEPARTEMENT DES PYRENEES-ORIENTALES  
VILLE DE CERET



Arrêté n° 356/2022

Portant organisation de l'enquête publique dans le cadre de la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'urbanisme (PLU) de la commune de Céret.

**Le Maire de Céret,**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 123-1 et suivants ; R 123-1 et suivants et R. 123-9 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.300-6 et L.153-54 ;

Vu l'article R.104-9 du code de l'urbanisme ;

Vu les articles L.103-2, L.103-3, L.103-4 et L.103-6 du Code de l'urbanisme ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 151 et suivants ; L. 153-1 et suivants ; L. 153-19 ; L.153-21 et suivants ; L.153-32 à L.153-35 ; L.153-54 ; R. 151-1 et suivants ; R 153-1 et suivants ; R.153-8 ; R.153-15 ;

Vu la délibération du Conseil Municipal du 30 juin 2021 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Céret ;

Vu l'arrêté n° 44-2022 en date du 24 janvier 2022 prescrivant la déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Céret ;

Vu la délibération du Conseil Municipal n° 07/2022 du 26 janvier 2022 fixant les objectifs et les modalités de la concertation mise en œuvre dans le cadre de la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU.

Vu la délibération n°7 du Conseil Municipal du 18 mai 2022 présentant la concertation mise en œuvre dans le cadre de la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU, le cadre, les modalités et le bilan de cette dernière ;

Vu la notification aux personnes publiques associées du dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU et la convocation à la réunion d'examen conjoint organisée le 12 mai 2022 en vue de recueillir leurs avis et observations préalablement au déroulement de l'enquête publique ;

Vu les différents avis recueillis dans le cadre de l'organisation de la réunion d'examen conjoint ;

Vu la décision n° E22000044/34 du 15/04/2022 de Monsieur le président du tribunal administratif de Montpellier désignant Mme Martine JUSTO en qualité de commissaire enquêteur ;

Vu les pièces du dossier soumis à enquête publique ;

**Arrête**

**Article 1<sup>er</sup> : Objet, date et durée de l'enquête.**

Il sera procédé à une enquête publique dont l'objet est d'assurer l'information et la participation du public sur la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Céret du mardi 07 juin 2022 à 8h30 au vendredi 08 juillet 2022 à 18h00 inclus, soit pendant 32 jours consécutifs.

Cette procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU a été prescrite par arrêté n° 44-2022 en date du 24 janvier 2022 ;

Cette déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU a été motivée par la nécessité de permettre la réalisation d'un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) sur le secteur de Nogarède, classé en zone 2AU bloquée au PLU en vigueur ;

Les objectifs de cette procédure sont les suivants :

- Ouverture à l'urbanisation d'une partie de la zone 2AUh actuellement bloquée par création d'une zone 1AUmr destinée à la réalisation de l'EHPAD ;
- Modification du Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) du PLU afin de localiser l'EHPAD sur le secteur de Nogarède ;
- Modification du règlement écrit et graphique du PLU et rédaction d'un règlement spécifique à la zone 1AUmr ;
- Création d'une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) sur le secteur Nogarède et la modification de l'OAP du secteur Gare.

#### **Article 2 : Commissaire enquêteur.**

Mme Martine JUSTO, Ingénieur informatique retraitée, a été désignée commissaire enquêteur par Monsieur le président du tribunal administratif de Montpellier par décision n° E22000044/34 du 15/04/2022.

#### **Article 3 : Consultation du dossier d'enquête publique et observations du public.**

##### **En mairie de Céret :**

Les pièces du dossier et un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenus à la disposition du public pendant la durée de l'enquête, du mardi 07 juin 2022 à 8h30 au vendredi 08 juillet 2022 à 18h00 inclus :

- en mairie de Céret, 6 boulevard Maréchal Joffre 66400 Céret.
- les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi de 8h30 à 12h00 et de 13h30 à 18h00.
- à l'exception des samedi, dimanches et des jours fériés.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre-propositions, sur le registre papier ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur à la mairie de Céret : 6 boulevard Maréchal Joffre 66400 Céret.

##### **Sur le site internet :**

L'intégralité du dossier d'enquête publique sera mise en ligne et consultable, pendant la durée de l'enquête, à partir d'un lien sur le site internet de la mairie de Céret : <http://www.mairie-ceret.fr>

##### **Sur le registre dématérialisé :**

Le public pourra également consulter le dossier d'enquête publique et transmettre ses observations et propositions pendant toute la durée de l'enquête soit du mardi 07 juin 2022 à 8h30 au vendredi 08 juillet 2022 à 18h00 inclus sur le registre dématérialisé disponible à l'adresse suivante : <https://www.registre-dematerialise.fr/3095>

Des observations pourront, également, être adressées par courriel à l'adresse suivante : [enquete-publique-3095@registre-dematerialise.fr](mailto:enquete-publique-3095@registre-dematerialise.fr)

*Les observations transmises par courriel seront publiées dans le registre dématérialisé et consultables à l'adresse : <https://www.registre-dematerialise.fr/3095>*

*Seules les observations réceptionnées pendant la durée de l'enquête publique seront prises en considération.*

#### **Article 4 : Communication du dossier d'enquête :**

Toute information pourra être demandée auprès de Mme Christiane COSTA, Directrice Générale des Services, en Mairie de Céret, 6 boulevard Maréchal Joffre 66400 CERET. Toute personne peut, sur sa demande et à ses frais, obtenir copie du dossier d'enquête publique auprès de l'autorité compétente pour ouvrir et organiser l'enquête, le Maire, dès la publication du présent arrêté, à l'adresse suivante : Mairie de Céret, 6 boulevard Maréchal Joffre 66400 CERET.

### **Article 5 : Accueil du public.**

Le commissaire enquêteur sera présent en mairie de Céret pendant la durée de l'enquête pour recevoir les observations écrites ou orales du public aux dates et heures suivantes :

- le mardi 07 juin 2022 de 14h00 à 17h00.
- le samedi 18 juin 2022 de 09h00 à 12h00.
- Le jeudi 07 juillet 2022 de 9h00 à 12h00.

### **Article 6 : Evaluation environnementale et avis de l'autorité environnementale.**

L'évaluation environnementale du dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU et son résumé non technique qui figurent dans le dossier d'enquête publique ainsi que l'avis de l'autorité administrative de l'État compétente en matière d'environnement n°2022 AO45 en date du 28/04/2022 joint au dossier d'enquête publique sont consultables dans les mêmes conditions que celles définies à l'article 4.

### **Article 7 : Rapport et conclusions du commissaire enquêteur.**

À l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête sera clos et signé par le commissaire enquêteur.

Dès réception du registre et des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le maire de la commune de Céret et lui communiquera les observations écrites ou orales consignées dans un procès-verbal de synthèse. Le maire de Céret disposera d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Dans un délai de trente jours à compter de la date de clôture de l'enquête, le commissaire enquêteur transmettra au maire de Céret le dossier de l'enquête accompagné du registre et des pièces annexées, avec son rapport et ses conclusions motivées. Il transmettra simultanément une copie du rapport et des conclusions motivées à Monsieur le président du tribunal administratif de Montpellier.

Le rapport, conforme aux dispositions des articles L 123-15 et R 123-19 du code de l'environnement, relatara le déroulement de l'enquête et examinera les observations, propositions et contre-propositions recueillies. Les conclusions motivées seront consignées dans un document séparé précisant si elles sont favorables, favorables sous réserves ou défavorables au projet.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée en mairie de Céret, à la Préfecture des Pyrénées-Orientales, sur le site internet <http://www.mairie-ceret.fr> et sur le site dédié à l'enquête : <https://www.registre-dematerialise.fr/3095> pour y être tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête aux jours et horaires habituels d'ouverture.

### **Article 8 : Décision à l'issue de la procédure.**

Le conseil municipal se prononcera par délibération sur l'approbation de la procédure de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU ; Il pourra, au vu des conclusions de l'enquête publique ou des avis émis, décider s'il y a lieu d'apporter des modifications au dossier de déclaration de projet valant mise en compatibilité du PLU en vue de cette approbation.

### **Article 9 : Publicité de l'enquête publique.**

Un avis au public faisant connaître l'ouverture et les modalités de l'enquête sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux locaux diffusés dans le département. Il sera également publié sur le site Internet <http://www.mairie-ceret.fr> ainsi que sur le site dédié à l'enquête : <https://www.registre-dematerialise.fr/3095>

Une copie des avis parus dans la presse sera annexée au dossier d'enquête avant le début de l'enquête pour la première insertion et en cours d'enquête pour la deuxième insertion.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera également publié, par voie d'affiches, à la mairie de Céret et en tous lieux habituels d'affichage sur la commune.

**Article 10 : Personne responsable du projet – Informations sur le projet.**

La personne responsable du projet est la commune de Céret représentée par son maire M. Michel COSTE.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées en mairie de Céret auprès de Mme Christiane COSTA, Directrice Générale des Services.

Fait à Céret, le dix-neuf mai deux mille vingt-deux.

Le Maire

Michel COSTE



Le Maire

CERTIFIE sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.